



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ELICIO HAUT PLATEAU

30 Boulevard Richard Lenoir
75011 Paris

Références : 2025-E10070
Code AIOT : 0003800428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement SAS ELICIO HAUT PLATEAU implanté HAUT PLATEAU 80200 Barleux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ELICIO HAUT PLATEAU
- HAUT PLATEAU 80200 Barleux
- Code AIOT : 0003800428
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELICIO FRANCE exploite le parc éolien du Haut-Plateau composé de 9 aérogénérateurs (puissance totale maximale installée de 32,4 MW) et 3 postes de livraison sur le territoire des

communes de Barleux, Belloy-en-Santerre et Villers-Carbonnel. Ces activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06 juillet 2017. Un arrêté préfectoral complémentaire, en date du 05 mai 2023, est venu encadrer la mise en place d'un système de régulation automatisé en faveur des chiroptères.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en oeuvre du système de régulation dynamique	AP Complémentaire du 05/05/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suivi environnemental	AP Complémentaire du 05/05/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Elements à transmettre	AP Complémentaire du 05/05/2023, article 5	Sans objet
5	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Vérifications électriques avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Sans objet
10	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas

fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

Il est attendu, au plus tard d'ici septembre 2025, la transmission à M. le Préfet de la Somme d'un porter-à-connaissance actualisant les conditions de fonctionnement du plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en oeuvre du système de régulation dynamique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Mise en oeuvre du système de régulation dynamique
Prescription contrôlée : L'exploitant met en oeuvre un système de régulation automatisé des éoliennes combinant une approche prédictive et une mesure en temps réel de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle. Le système est <u>opérationnel du 1^{er} mars au 30 novembre</u> dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• d'une heure avant le coucher du soleil à une heure après le lever du soleil,• quels que soient les paramètres de vent et de température,• les sons détectés par l'enregistreur en nacelle sont analysés automatiquement en temps réel,• l'éolienne est mise à l'arrêt si durant les 60 dernières minutes, au moins 6 minutes ont enregistrées une activité de chiroptères, ce qui représente alors un risque de 10 %. L'éolienne redémarre lorsque le risque redescend sous la valeur seuil de 10 % sur les 60 dernières minutes. Ce système permet de réguler toutes les éoliennes du parc. En cas de défaillance du système en temps réel, l'exploitant du système doit être alerté automatiquement et le dispositif visant à la protection des chiroptères doit basculer dans les plus brefs délais sur le plan d'arrêt des machines suivant <ul style="list-style-type: none">• du 1^{er} mars au 30 novembre,• durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil,• lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s,• lorsque la température est supérieure à 7 °C,• en l'absence de précipitation. Les vitesses et la température sont mesurées au niveau de la nacelle de chaque éolienne.
Constats : L'exploitant a constaté des dysfonctionnements du système de régulation automatisé. Ainsi, selon les conclusions du suivi environnemental, une partie des cadavres de chiroptères sont imputables à des pannes du système de régulation. Si ces pannes n'avaient pas eu lieu, la mortalité estimée aurait été entre $2,7 \pm 0,2$ et $5,2 \pm 0,4$ chiroptères tués par éolienne et par an, au

lieu d'être entre $4,6 \pm 0,3$ et $9,0 \pm 0,5$ chiroptères tués par éolienne et par an.

De ce fait, entre et août et novembre 2024, l'exploitant a basculé sur le plan d'arrêt des machines sur seuil prévu en cas de défaillance.

Ensuite, l'exploitant a mis en place le plan d'arrêt des machines préconisé par le bureau d'études dans les conclusions du suivi environnemental, dont les paramètres sont les suivants :

- du 1er mars au 30 novembre,
- au coucher du soleil jusqu'au lever du soleil,
- lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6,5 m/s,
- lorsque la température est supérieure à 11 °C,
- en l'absence de précipitation.

Ce plan de bridage est transitoire, puisque l'exploitant travaille actuellement avec le bureau d'études pour proposer d'ici cet été un nouveau plan d'arrêt des machines plus robuste et plus adapté et donc cesser le système de régulation dynamique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès que les conditions de fonctionnement du nouveau plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères seront définies et au plus tard en septembre, l'exploitant déposera à M. le Préfet de la Somme un porter-à-connaissance visant à actualiser la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2023, article 4

Thème(s) : Autre, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant de vérifier l'efficacité du dispositif en tant que mesure de réduction de mortalité des chiroptères. Le suivi est conforme au protocole national de suivi environnemental.

Ce suivi environnemental doit permettre d'estimer la mortalité résiduelle des chiroptères. La corrélation des données d'activité, enregistrées à hauteur de nacelle avec les données des relevées de suivi de la mortalité et les données météorologiques (vitesses de vent, température, précipitations), permet de valider l'efficacité et le paramétrage du système de régulation.

Les paramètres d'arrêt des éoliennes pourront être révisés en fonction des suivis de mortalité après validation par l'inspection des installations classées.

Constats :

Un suivi environnemental conforme au protocole a été réalisé en 2024 par Sens Of Life. La conclusion est la suivante :

« Au vu de la mortalité des chiroptères, l'impact du parc éolien du Haut-Plateau est considéré **significatif** et le bridage environnemental est considéré **insuffisant** pour une bonne préservation des chiroptères. À la demande de l'exploitant, nous préconisons une extension du bridage afin de couvrir les conditions suivantes :

- Entre le 1er mars et le 30 novembre,
- Du coucher du soleil jusqu'au lever du soleil,
- Pour des vitesses de vent strictement inférieures à 6,5 m.s-1,
- Pour des températures supérieures ou égales à 11°C.
- En l'absence de précipitation

Cette modification du bridage est temporaire et vise un taux de préservation supérieur à **80% de l'activité chiroptérologique**. Il devra être mis en place dès que possible et servira de **transition pour l'élaboration d'un bridage plus robuste** qui serait déployé idéalement en juillet 2025. Ce dernier prendra en compte les variations mensuelles de l'activité chiroptérologique et sera basé sur l'analyse combinée des données de suivi acoustique des chiroptères de 2022 et 2024. L'efficacité de cette nouvelle mesure devra être **évalué en 2026 par un suivi environnemental**, comprenant un suivi de la mortalité ainsi que d'un suivi acoustique des chiroptères en altitude.

Au vu de la mortalité des oiseaux, l'impact du parc éolien du Haut-Plateau est considéré **significatif** sur le Faucon crécerelle et non **significatif** sur les autres espèces. Nous préconisons la mise en place de perchoirs et de nichoirs à une distance minimale de 1000 mètres du parc afin de délocaliser les zones de nidification, de transit et de chasse de cette espèce.

Un territoire de Faucon crécerelle couvrant une surface d'un à cinq kilomètres carré, la zone des 1000 mètres autour des éoliennes du parc du Haut-Plateau, d'une surface de 10 kilomètres carré, peut en accueillir entre deux et dix. Nous recommandons donc l'installation de deux à dix perchoirs et de deux nichoirs en périphérie de cette zone ».

Compte-tenu des dysfonctionnements du dispositif de régulation dynamique, l'exploitant a mis en œuvre le plan d'arrêt des machines transitoire préconisé par le bureau d'études depuis mars 2024. L'exploitant travaille actuellement avec le bureau d'études pour proposer d'ici cet été un nouveau plan d'arrêt des machines plus robuste et plus adapté et donc cesser le système de régulation dynamique. L'exploitant souhaite attendre la mise en place de ce nouveau plan de d'arrêt des machines pour débiter un suivi environnemental, ce qui est conforme à la proposition du bureau d'études.

Concernant les nichoirs, l'exploitant a défini 4 parcelles d'implantation et a indiqué disposer d'un accord oral des propriétaires de ces parcelles (le plan d'implantation a été visualisé lors de la visite).

Pour le moment, l'exploitant est toujours en recherche d'emplacement pour l'installation des nichoirs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 6 mois, l'exploitant justifiera de la mise en place des perchoirs et des nichoirs.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport du prochain suivi environnemental, dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Elements à transmettre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2023, article 5

Thème(s) : Autre, Elements à transmettre

Prescription contrôlée :

En cas de mortalité d'un chiroptère lors de la réalisation du suivi environnemental, l'exploitant transmettra sous 3 jours ouvrés une fiche de la mortalité à l'inspection des installations classées, ainsi que si nécessaires des mesures correctrices en cas d'impacts résiduels notables sur les chiroptères. Cette fiche comprendra à minimum : date, éolienne, distance mât (en mètres), orientation, espèces, groupe d'espèce, état du cadavre, cause probable.

Un rapport de synthèse annuel est réalisé afin de corréler les données d'activité enregistrées à hauteur de nacelle avec les données des relevées de suivi de mortalité et les données météorologiques (température, vitesse de vent), dans le but de vérifier l'efficacité du dispositif.

Le rapport contient notamment

- l'ensemble des paramètres du système de régulation ;
- le bilan de fonctionnement (détail des paramètres mesurés avec des plages d'arrêt des éoliennes) ;
- les résultats du suivi environnemental ;
- les conclusions quant à l'efficacité du dispositif ;
- si nécessaire, des propositions d'optimisation du dispositif ;
- les mesures correctrices en cas d'impacts résiduels notables sur les chiroptères.

Ce rapport est remis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après la fin de la campagne d'arrêt des machines en faveur des chiroptères.

Constats :

L'exploitant a transmis deux fiches incident pour une Noctule commune en date du 25/07 et 09/08/24. Ces fiches comprenaient les informations obligatoires.

Par mail du 21/05/25, l'exploitant a transmis le rapport de synthèse annuel du système de régulation pour 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte de données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Collecte et téléversement des données

Prescription contrôlée :

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
Constats : Les données n'ont pas été déposées dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité ".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant justifiera du dépôt des données dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité ".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Transmission suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Transmission des documents – version française
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Le suivi environnemental réalisé en 2024 a été transmis par l'exploitant le 28 avril 2025. La dernière prospection a eu lieu en octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Un contrôle par échantillonnage a été réalisé sur les éoliennes E05 et E06 et sur le poste de

livraison PDL01. Les accès étaient fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Un contrôle par échantillonnage a été réalisé sur les éoliennes E05 et E06 et sur le poste de livraison PDL01. Les éoliennes étaient identifiées par un numéro, identique à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les consignes étaient présentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Un contrôle par échantillonnage a été réalisé sur les éoliennes E05 et E06. L'intérieur des aérogénérateurs était propre et sans entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérifications électriques avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée :

<p>« Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait vérifier les installations électriques pour toutes les machines par VERITECH le 26/09/24. Les rapports ne comportent pas d'observation ou de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle par échantillonnage a été réalisé sur les éoliennes E05 et E06 et sur le poste de livraison PDL01. Un extincteur était présent au pied de chaque l'éolienne et dans le poste de livraison.</p> <p>L'extincteur au sommet des éoliennes n'a pas été vérifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>